

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 6 DÉCEMBRE 2013
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2014
(LIMOUSIN)

NOR : ASET1450012M

IDCC : 1596, 1597

Entre :

La FBR Limousin ;

La CAPEB Limousin ;

La FSCOP Limousin,

D'une part, et

L'URCB CFDT Limousin ;

L'URB CFTC Limousin,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application de l'accord national, signé le 12 février 2002, relatif à la durée légale du travail pour toutes les entreprises, quel que soit leur effectif, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés de la région Limousin se sont réunies afin de déterminer les salaires mensuels minima des ouvriers du bâtiment de la région Limousin.

Article 2

Les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des salaires minima des ouvriers du bâtiment de la région Limousin, base 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, comme indiqué dans le tableau ci-après :

(En euros.)

CATÉGORIE professionnelle	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL au 1 ^{er} janvier 2014 (base 151,67 heures)	SALAIRE HORAIRE au 1 ^{er} janvier 2014
Niveau I Ouvriers d'exécution : – position 1 – position 2	 150 170	 1 453,00 1 504,57	 9,58 9,92
Niveau II Ouvriers professionnels	 185	 1 594,05	 10,51
Niveau III Compagnons professionnels : – position 1 – position 2	 210 230	 1 718,42 1 824,59	 11,33 12,03
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe : – position 1 – position 2	 250 270	 1 951,99 2 062,71	 12,87 13,60

Article 3

Tout salarié embauché au coefficient 150 ne pourra être maintenu dans cette position que pendant une période n'excédant pas 6 mois.

Article 4

L'article de l'avenant n° 15 du 9 octobre 1972 demeure valable en ce qu'il précise que le salaire de l'ouvrier ne devra jamais être inférieur à un taux fixé à 0,01 € au-dessus du Smic.

Article 5

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Fait à Limoges, le 6 décembre 2013.

(Suivent les signatures.)